

Réformes et performances du système éducatif: Les Malgaches sont partagés

Dépêche No. 286 d'Afrobaromètre | Désiré Razafindrazaka, Laetitia Razafimamonjy, Patricia Ramanamandimby, Ellora Soullisse, et Sitraka Razanakoto

Résumé

L'éducation est reconnue essentielle pour le développement d'un pays et fait partie des Objectifs de Développement Durable (ODD) définies par les Nations Unies, comme l'ODD 4 pour une éducation de qualité. Pour Madagascar, l'état a entrepris une restructuration de l'éducation, portant sur l'aspect pédagogique et organisationnel du secteur. Le Plan Sectoriel de l'Education (PSE) prévoit plusieurs réformes portant notamment sur le calendrier et les cycles scolaires, ainsi que sur la suppression du premier diplôme de fin de cycle primaire, le Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires (CEPE).

L'enquête Afrobaromètre a permis aux Malgaches de s'exprimer au sujet de ces réformes, et leur perception sur la performance du gouvernement en matière d'éducation a pu être recueillie l'année même où le PSE doit devenir effectif.

En ce sens, la réforme pour laquelle les citoyens sont majoritairement favorables est le changement du calendrier scolaire pour aller de mars à novembre, au lieu de celui actuel d'octobre à juin. Par contre, les trois-quarts des citoyens n'adhèrent pas à la suppression du CEPE, et la majorité est contre la fusion des cycles primaire et collège pour une éducation fondamentale d'une durée de neuf ans.

D'après l'enquête, la disponibilité des écoles à Madagascar est assez stable depuis 2005, et près des trois-quarts des citoyens trouvent que l'obtention de services se fait facilement auprès des écoles. Néanmoins, une partie non négligeable a eu besoin de recourir à la corruption pour obtenir un service. En plus, les problèmes subsistent notamment en termes d'équipement, de qualité de l'éducation, d'effectif, et de personnel.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et les questions connexes en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été réalisées dans jusqu'à 37 pays africains entre 1999 et 2015, et les enquêtes de la Série 7 se sont achevées en 2018. Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre à Madagascar, dirigé par le cabinet COEF-Ressources, a interviewé 1.200 adultes malgaches en janvier-mars 2018. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau du pays avec une marge d'erreur de 3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées à Madagascar en 2005, 2008, 2013, et 2014.

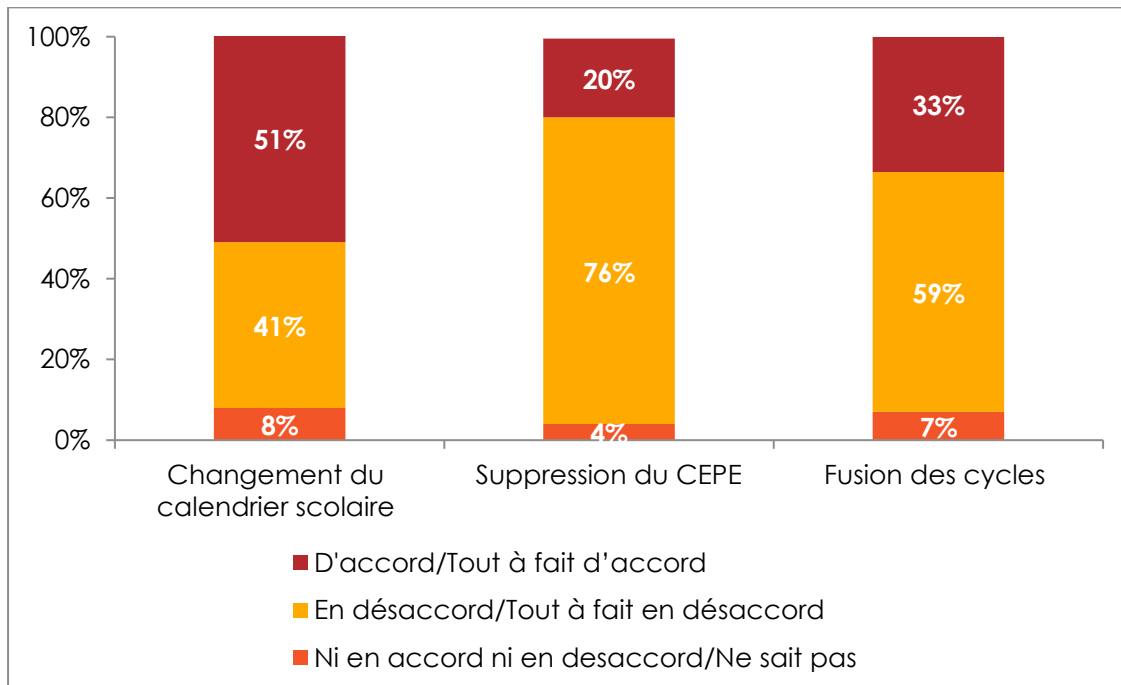
Résultats clés

- Trois réformes du système éducatif reçoivent un accueil mitigé par les Malgaches. Une petite majorité (51%) des citoyens sont d'accord avec un changement du calendrier pour aller de mars à novembre, et la plupart de la population s'opposent à la suppression du CEPE (76%) et la fusion des cycles primaire et collège (59%).
- Parmi les Malgaches qui ont eu affaire aux écoles publiques durant l'année précédant l'enquête, presque les trois quarts (73%) estiment qu'il était « facile » ou « très facile » d'obtenir les services dont ils avaient besoin. Néanmoins, 12% affirment avoir dû verser des pots-de-vin.
- Une majorité croissante de Malgaches affirment rencontrer des problèmes dans les écoles, tels que la cherté des frais de scolarité et la mauvaise qualité de l'enseignement et de l'équipement.
- Malgré ces problèmes, la proportion de ceux qui approuvent la performance du gouvernement dans le domaine de l'éducation est passée de 33% en 2014 à 54% en 2018, même si elle reste en dessous du résultat de 2008 (78%).

Opinion mitigée sur les réformes en éducation

D'un point de vue général, les opinions divergent selon le type de réforme prévue en matière d'éducation. Une petite majorité des citoyens (51%) sont en accord avec le changement du calendrier scolaire qui prévoit une année scolaire débutant au mois de mars et finissant en novembre, au lieu de celui actuel, du mois d'octobre à juin (Figure 1).

Figure 1: La réforme en éducation | Madagascar | 2018



Questions posées aux répondants: Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les réformes suivantes prévues dans le domaine de l'éducation:

Le changement du calendrier scolaire pour aller de mars à novembre, au lieu de celui actuel d'octobre à juin?

La suppression du Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires (CEPE)?

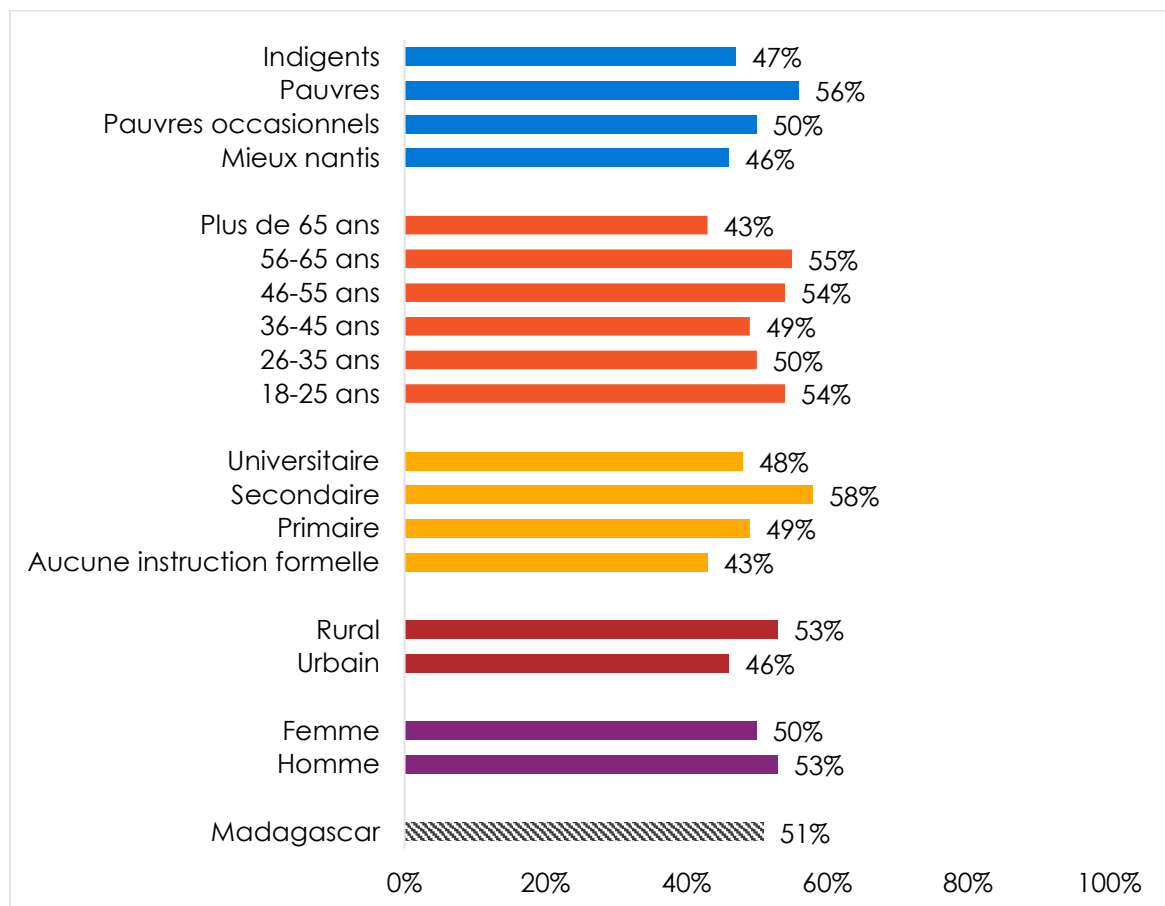
La fusion des cycles primaire et collège pour une éducation fondamentale d'une durée de neuf ans?

Toutefois, les trois quarts (76%) n'approuvent pas la suppression du CEPE, qui est le premier diplôme délivré après l'école primaire. Une opinion qui se reflète en partie sur l'avis concernant la fusion des cycles primaire et collège pour une éducation fondamentale d'une durée de neuf ans, puisque la majorité des citoyens (59%) sont en désaccord avec cette fusion.

La répartition par niveau de pauvreté vécue¹, âge, niveau d'instruction, milieu de résidence, et sexe pour les trois types de réforme, présentée par les figures suivantes, peut apporter plus de précisions sur cette divergence.

Au niveau du changement du calendrier scolaire, les ruraux sont ceux qui l'approuvent le plus (53% contre 46% chez les urbains), peut-être parce qu'il s'accorde plus avec le calendrier agricole. On remarque également que les plus âgés sont moins prêts à accepter ce changement (43% seulement d'approbation chez les plus de 65 ans) (Figure 2).

Figure 2: Favorable au changement du calendrier scolaire | par pauvreté vécue, âge, niveau d'instruction, milieu de résidence, et sexe | Madagascar | 2018

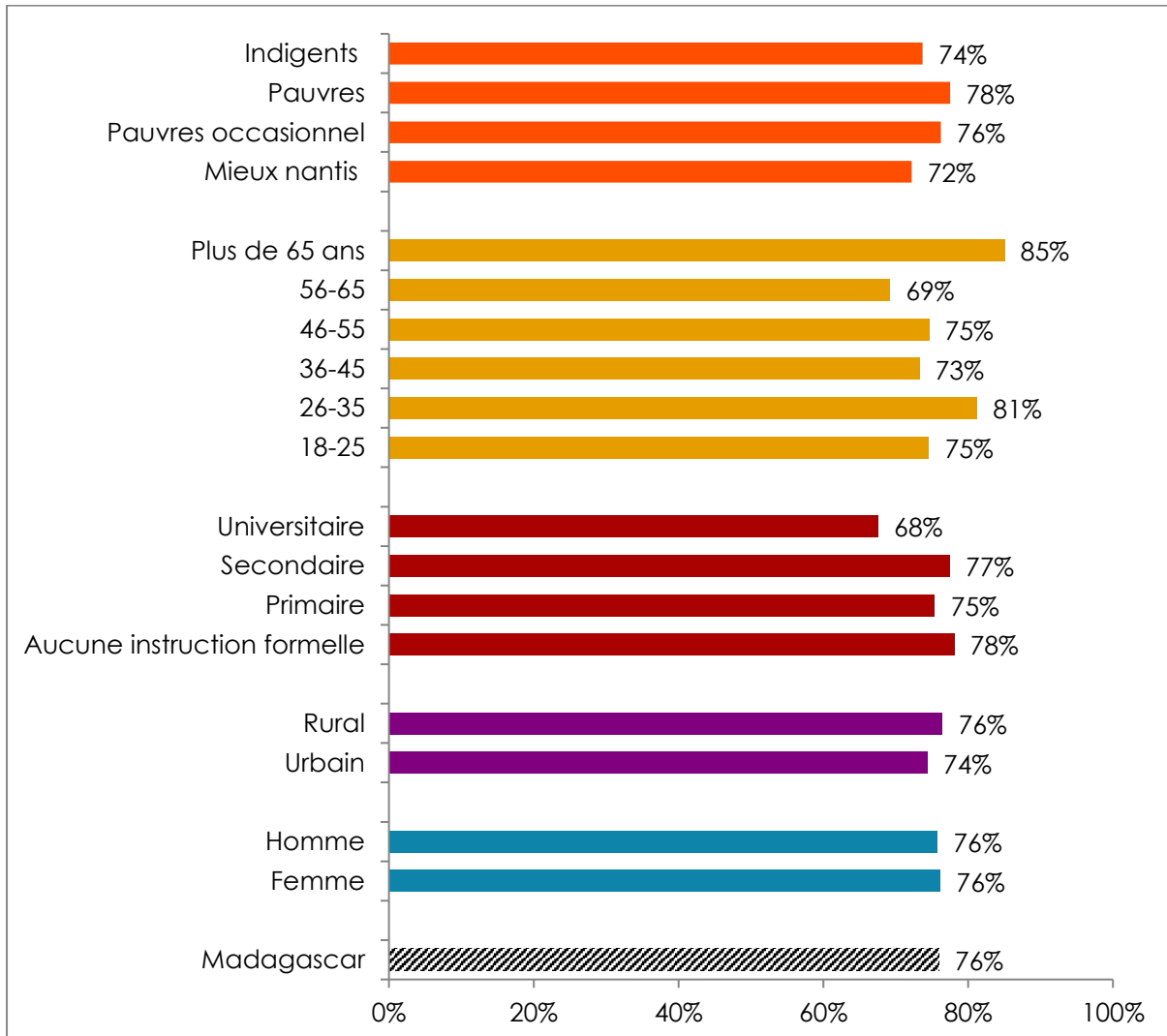


Question posée aux répondants: Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les réformes suivantes prévues dans le domaine de l'éducation: Le changement du calendrier scolaire pour aller de mars à novembre, au lieu de celui actuel d'octobre à juin? (% « en accord » ou « tout à fait en accord »)

¹ Afrobaromètre mesure la pauvreté vécue sur la base des réponses aux questions suivantes: « Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez dû faire face aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque d'argent? »

L'opposition à la suppression du CEPE est forte chez les ruraux (76%) comme les urbains (74%). Plus les citoyens sont instruits, moins ils s'y opposent: 78% pour ceux n'ayant suivi aucune éducation formelle contre 68% pour ceux qui ont connu les bancs de l'université. Par contre, on ne retrouve pas de disparités claires entre les différentes couches socio-économiques (Figure 3).

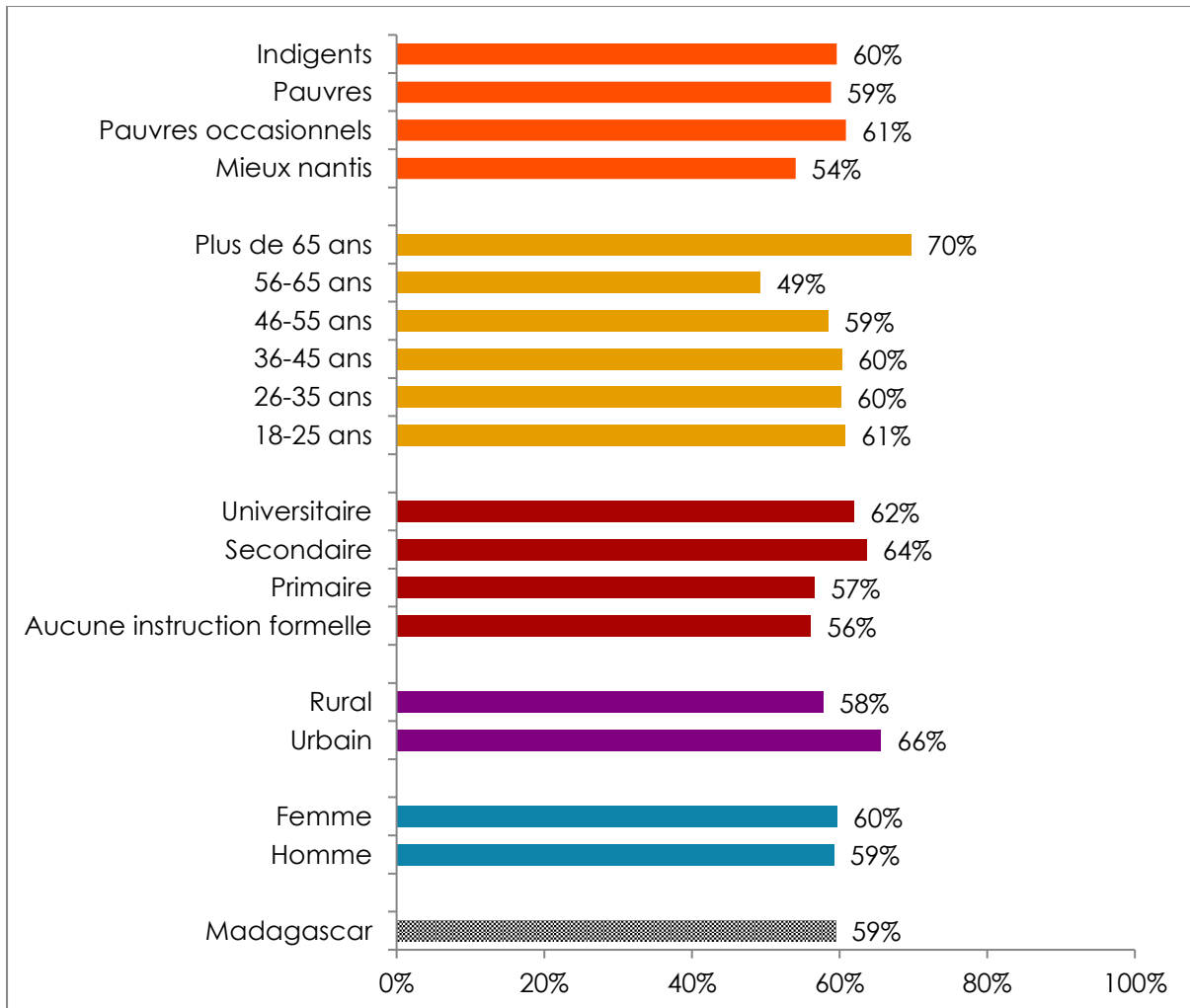
Figure 3: Opposition à la suppression du CEPE | par pauvreté vécue, âge, niveau d'instruction, milieu de résidence, et sexe | Madagascar | 2018



Question posée aux répondants: Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les réformes suivantes prévues dans le domaine de l'éducation: La suppression du Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires (CEPE)? (% « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

Pour la fusion des cycles primaire et collège, l'opposition est plus forte chez les citoyens plus pauvres mais, paradoxalement, aussi chez les plus instruits (Figure 4). De plus, les urbains (66%) sont plus en désaccord avec cette réforme par rapport aux ruraux (58%).

Figure 4: Opposition à la fusion des cycles primaire et collège | par pauvreté vécue, âge, niveau d'instruction, milieu de résidence, et sexe | Madagascar | 2018



Question posée aux répondants: Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la fusion des cycles primaire et collège pour une éducation fondamentale d'une durée de neuf ans? (% « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

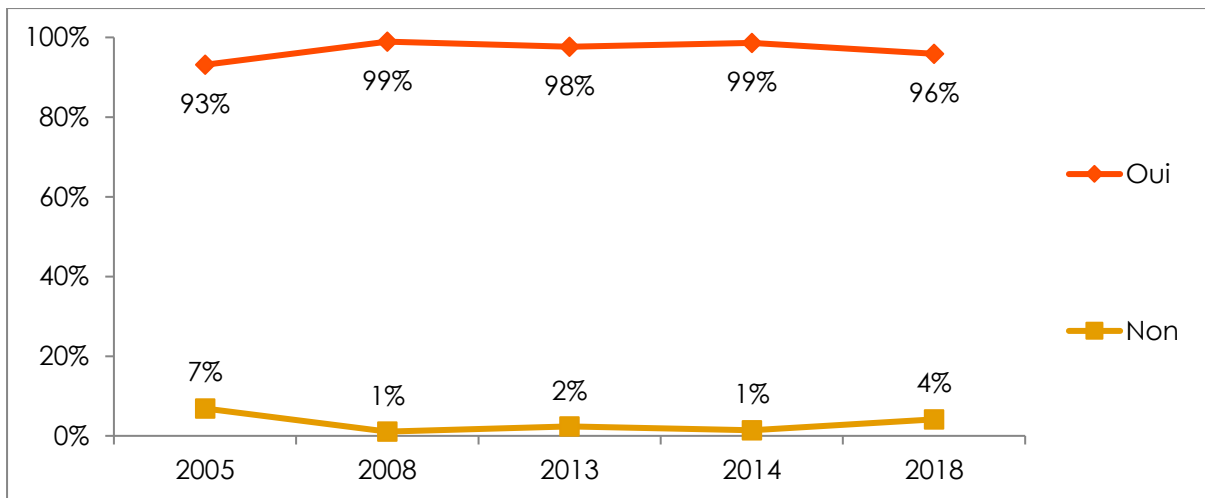
Gouvernance et expérience dans les écoles

Expérience dans les écoles

La performance du gouvernement en matière d'éducation est mesurable non seulement par la satisfaction des citoyens, mais également par les problèmes que l'on y rencontre.

En ce qui concerne la disponibilité des écoles, les enquêteurs d'Afrobaromètre ont observé une école publique ou privée accessible (dans la localité ou à une distance accessible à pied) pour 96% des répondants. Cette disponibilité demeure relativement stable depuis 2005 (Figure 5).

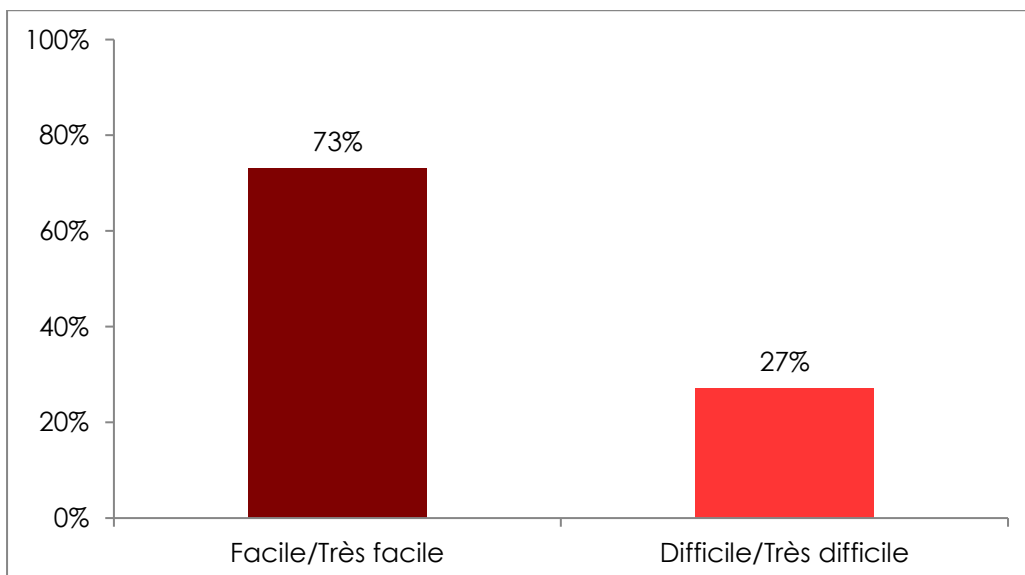
Figure 5: La disponibilité des écoles | Madagascar | 2005-2018



Question posée aux enquêteurs: Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci: Ecole (privée, publique, ou les deux)?

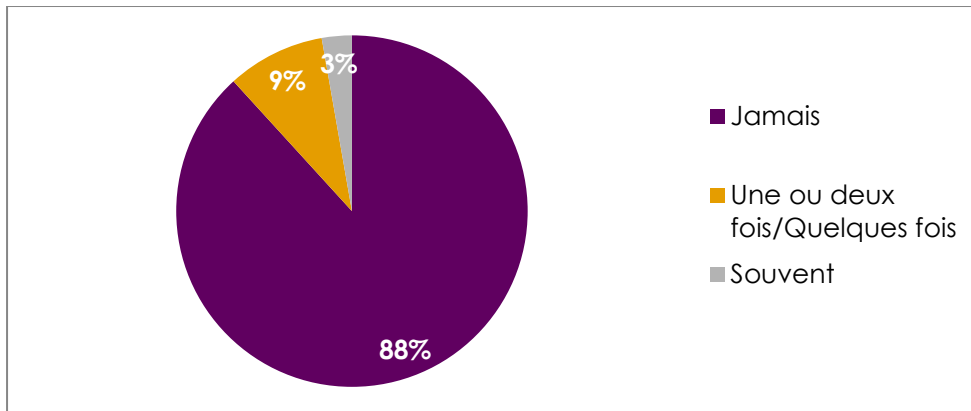
Pour mesurer la satisfaction des citoyens, il a fallu séparer ceux qui ont eu affaire aux écoles publiques pendant l'année précédant l'enquête de ceux qui n'y ont pas eu recours. Parmi les 37% qui ont eu affaire aux écoles publiques, près des trois quarts d'entre eux (73%) ont trouvé qu'il a été « facile » ou « très facile » d'obtenir un service auprès des enseignants ou des dirigeants d'école (Figure 6). Néanmoins, 12% affirment avoir dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau, ou faire une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir des services (Figure 7).

Figure 6: L'obtention de service auprès des écoles publiques | Madagascar | 2018



Questions posées aux répondants: Maintenant, je voudrais vous parler de l'expérience que certaines personnes ont de l'accès à certains services gouvernementaux essentiels. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une école publique? [Si oui:] Était-ce facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin auprès des enseignants ou des dirigeants d'école? (NB: Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une école publique sont exclus.)

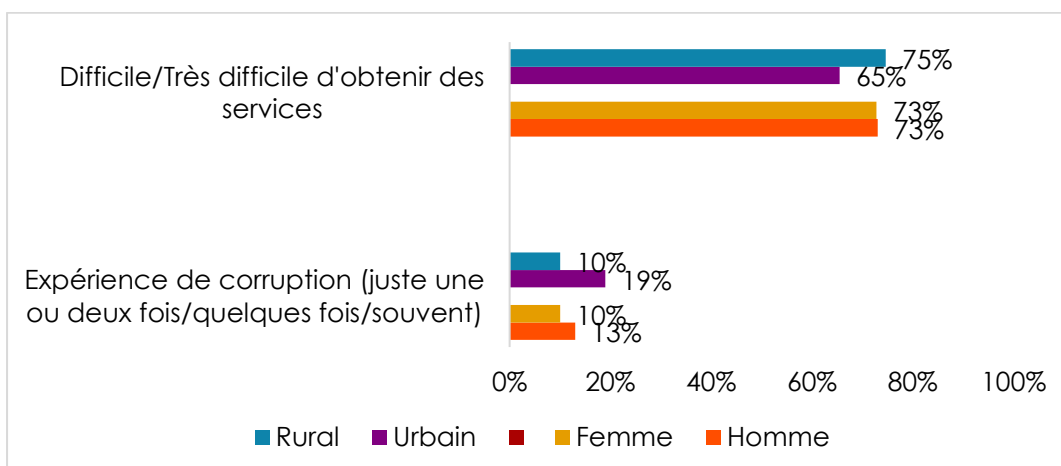
Figure 7: L'expérience de corruption pour l'obtention de service | Madagascar | 2018



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une école publique: Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles? (NB: Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une école publique sont exclus.)

De manière plus détaillée, cette expérience de corruption se retrouve autant chez les hommes (13%) que les femmes (10%), aussi bien chez les ruraux (10%) et d'autant plus chez les urbains (19%). Néanmoins, 90% des ruraux et 81% des urbains n'ont pas eu besoin de recourir à la corruption pour obtenir un service auprès des enseignants et des dirigeants d'école. Cependant, ce service n'est pas toujours obtenu spontanément, car dans les zones rurales, où l'on retrouve moins de corruption dans les écoles, les habitants connaissent tout de même des difficultés à obtenir le service demandé. Les trois quarts (75%) des ruraux affirment qu'il était difficile/très difficile d'obtenir ces services, contre 65% des urbains (Figure 8).

Figure 8: Expérience de corruption et difficulté d'obtenir des services | par sexe et milieu de résidence | Madagascar | 2018



Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à une école publique:

Était-ce facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin auprès des enseignants ou des dirigeants d'école?

Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles?

(NB: Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une école publique sont exclus.)

Problèmes dans les écoles

La satisfaction de la population en matière d'éducation a été également évaluée à travers les problèmes rencontrés tels que la cherté des frais de scolarité et la mauvaise qualité de l'enseignement et de l'équipement, ainsi qu'en comparant leurs évolutions dans le temps (Figure 9). A ce propos, quels que soient les problèmes rencontrés, ceux-ci ne cessent de s'accroître sur la période 2014-2018, hormis pour l'absentéisme des enseignants, où une amélioration est constatée.

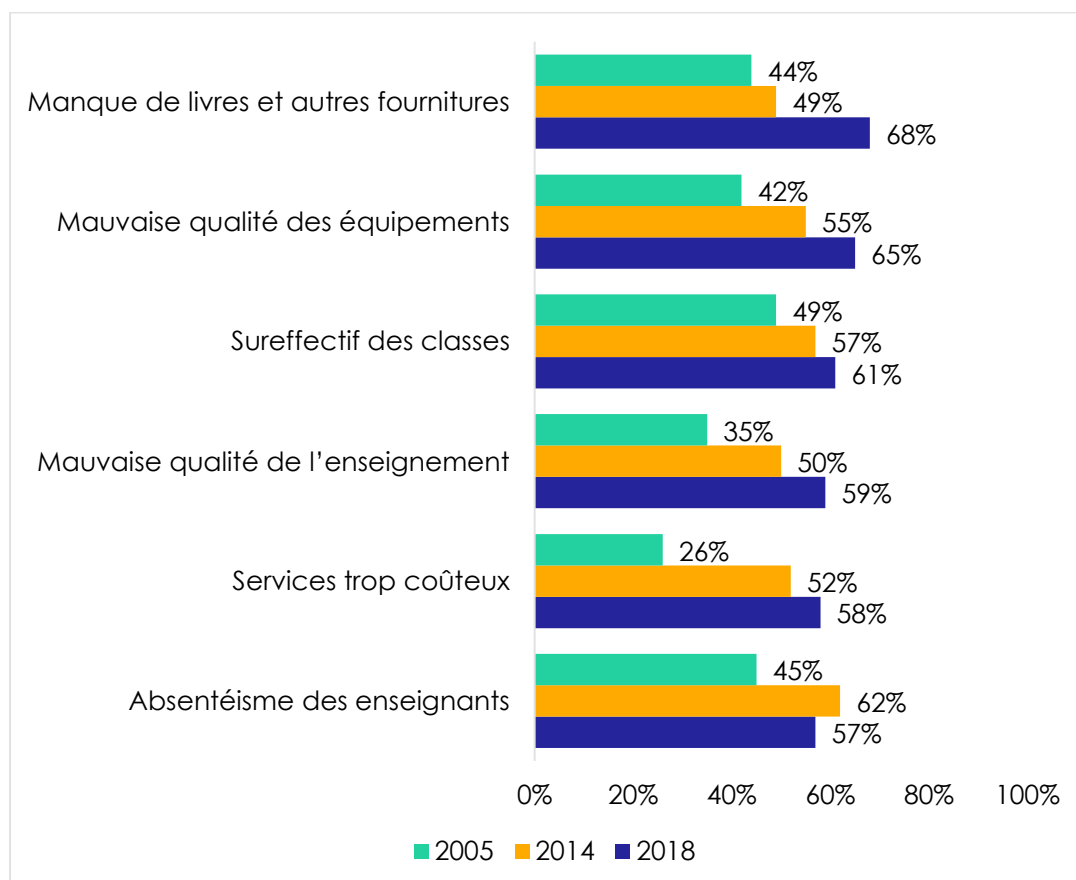
Les problèmes les plus fréquemment cités sont le manque de livres et autres fournitures, et la mauvaise qualité des équipements (par respectivement 68% et 65% de la population). En 13 ans, entre 2005 et 2018, ces obstacles ont augmenté de plus de 20 points de pourcentage.

Sur la même période, la proportion des citoyens qui trouvent que les services liés à la scolarité sont chers a augmenté de 32 points de pourcentage.

Pour ce qui est de la qualité de l'éducation, on note également une régression. Les citoyens ayant connu ces problèmes sont passés de 35% en 2005 à 59% en 2018. En revanche, la proportion des citoyens ayant connu des problèmes par rapport à l'absentéisme des enseignants a augmenté de 45% à 62% entre 2005 et 2014, puis régressé à 57% en 2018.

Quant au nombre d'élèves par classe, les réponses font également apparaître un déclin.

Figure 9: Problèmes rencontrés dans les écoles | Madagascar | 2005-2018



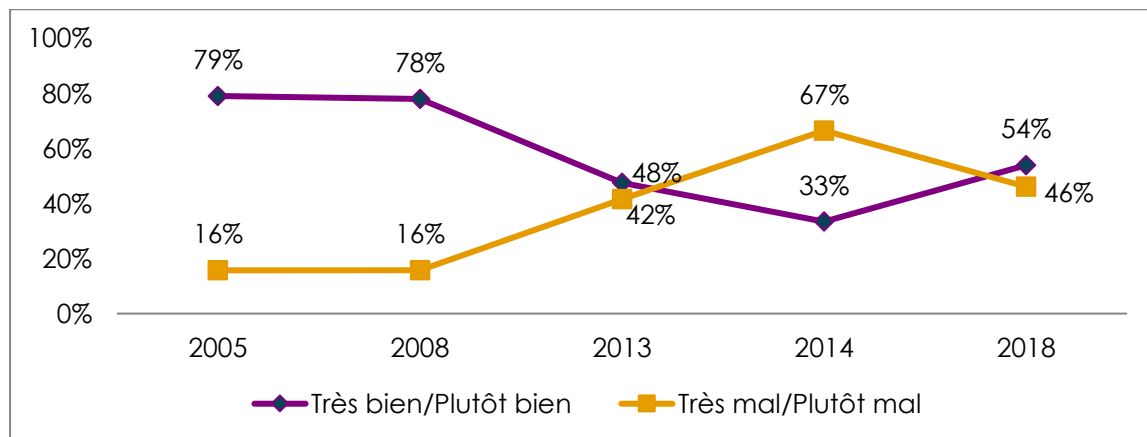
Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une école publique: Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu les problèmes suivants dans les écoles publiques de votre localité? (% qui disent « juste une ou deux fois », « plusieurs fois », ou « souvent ») (NB: Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une école publique sont exclus.)

Performance du gouvernement

Malgré tous les problèmes rencontrés au niveau des écoles, la perception globale de la population par rapport à la performance du gouvernement en matière d'éducation reste bonne pour une petite majorité de la population (54%), tandis que 46% la désapprouvent. En revanche les problèmes cités peuvent expliquer l'évolution de la perception sur la performance du gouvernement. En effet, même si elle a connu une hausse de 21 points de pourcentage par rapport à 2014, elle reste bien en deçà des valeurs enregistrées en 2005 et 2008, respectivement 79% et 78% (Figure 10).

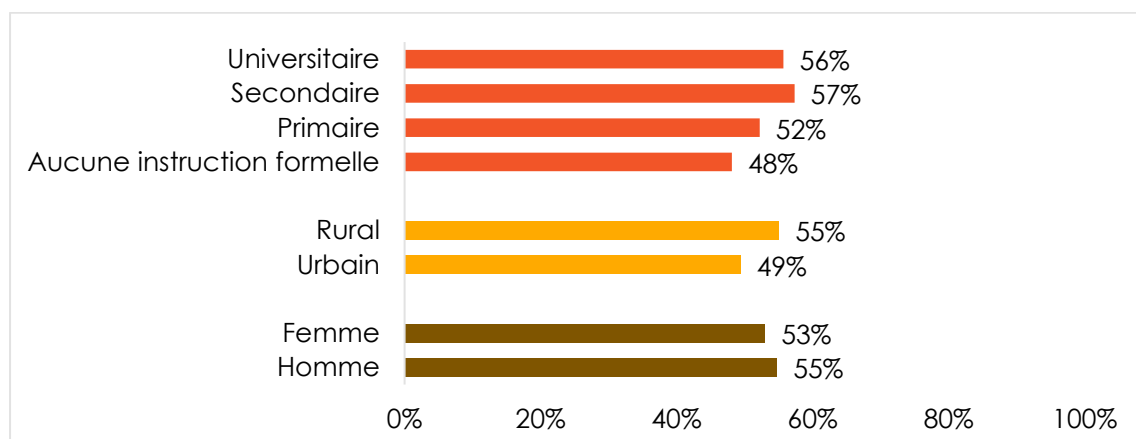
Cette perception de la bonne performance du gouvernement en matière d'éducation est retrouvée au niveau des différents groupes socio-démographiques (Figure 11). Une légère différence est toutefois à constater entre les plus instruits, notamment ceux ayant eu une éducation secondaire (57%) ou une formation supérieure (56%), par rapport aux moins instruits (48% à 52%). Une légère différence de perception est également constatée entre le milieu urbain (49% approbation) et le milieu rural (55%).

Figure 10: Performance du gouvernement en éducation | Madagascar | 2005-2018



Question posée aux répondants: Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la satisfaction des besoins en éducation, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

Figure 11: Performance du gouvernement en éducation | par niveau d'instruction, milieu de résidence, et sexe | Madagascar | 2018



Question posée aux répondants: Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la satisfaction des besoins en éducation, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% « plutôt bien » ou « très bien »)

La performance du gouvernement, l'expérience de corruption, et la transparence

Une analyse additionnelle suggère qu'il existe une corrélation entre la perception de la performance du gouvernement en éducation et la disponibilité d'informations telles que le budget de l'école et l'usage qui en a été fait. En effet, les citoyens qui évaluent comme « très bien » ou « plutôt bien » la performance du gouvernement en éducation sont plus enclins à penser qu'ils pourraient obtenir des informations budgétaires de l'école (55%) que leurs compatriotes qui perçoivent la performance gouvernementale comme « très mal » ou « plutôt mal » (45%) (Tableau 1). Autrement dit, plus la perception sur la performance du gouvernement est mauvaise, plus la probabilité d'obtenir des informations sur le budget de l'école est considérée faible.

De la même façon, il existe une corrélation entre l'expérience de corruption dans les écoles et la probabilité estimée d'obtenir des informations sur son budget. En effet, 35% seulement des citoyens ayant eu au moins une fois recours à des pots-de-vin pensent qu'ils pourraient obtenir des informations sur le budget de l'école, contre 56% n'ayant jamais payé des pots-de-vin à l'école (Tableau 2). En d'autres termes, ceux qui ont déjà eu recours à la corruption sont plus nombreux à penser que la probabilité d'obtenir des informations sur le budget de l'école est faible.

Ces relations ne permettent pas de tirer des conclusions sur les liens de causalité entre les éléments abordés même si on perçoit une certaine corrélation. Effectivement, elles suggèrent la possibilité, avec des analyses plus approfondies, que la bonne gouvernance de l'école, démontrée par des informations publiques, pourrait être liée à une absence de corruption et une bonne perception de la performance du gouvernement en matière d'éducation.

Tableau 1: Performance du gouvernement en éducation et informations sur le budget dans les écoles | Madagascar | 2018

	Perception de la performance du gouvernement en éducation		
		Très mal/ Plutôt mal	Très bien/ Plutôt bien
La probabilité d'obtenir des informations sur le budget de l'école et de l'usage qui a été fait des fonds	Pas du tout probable/ Pas très probable	56%	45%
	Quelque peu probable/ Très probable	44%	55%
Pearson chi-square = 13,791 (p= 0.000)			

Questions posées aux répondants:

1. Quelle est la probabilité que vous obteniez des informations si vous vous rendiez à l'école de la localité pour vous enquêter du budget de l'école et de l'usage qui a été fait des fonds, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?
2. Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la satisfaction des besoins en éducation, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

Tableau 2: Expérience de corruption et informations sur le budget dans les écoles
| Madagascar | 2018

	Expérience de corruption dans les écoles		
		Jamais	Au moins une fois
La probabilité d'obtenir des informations sur le budget de l'école et de l'usage qui a été fait des fonds	Pas du tout probable/ Pas très probable	43%	56%
	Quelque peu probable/ Très probable	56%	35%
Pearson chi-square = 15,965 (p=0.000)			

Questions posées aux répondants:

1. Quelle est la probabilité que vous obteniez des informations si vous vous rendiez à l'école de la localité pour vous enquêter du budget de l'école et de l'usage qui a été fait des fonds, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?
2. Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles?

Conclusion

Les avis des Malgaches sont mitigés quant aux réformes du système éducatif au niveau du pays. L'idée de la suppression du CEPE est massivement rejetée, et celle de la fusion des cycles primaire et collège ne convient pas à près de deux Malgaches sur trois. Seul le changement de calendrier scolaire connaît un soutien de la part d'une petite majorité de la population, notamment les ruraux.

Pour ce qui est de la performance globale du gouvernement dans ce secteur, la situation s'est quelque peu améliorée par rapport à 2014. Mais cette amélioration reste modeste et n'a pas permis de retrouver la situation assez positive de 2005. Par ailleurs, aux yeux des citoyens, la qualité de l'enseignement, l'absentéisme des enseignants, les problèmes liés au mauvais état des infrastructures scolaires et au sureffectif dans les classes se sont accentués entre 2005 et 2018.

Enfin, il semble que la perception de la performance du gouvernement et le niveau de corruption dans les écoles pourraient avoir un lien avec la transparence et l'accessibilité des informations, notamment budgétaires, au niveau des écoles.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Désiré Razafindrazaka est directeur du cabinet COEF Ressources, le partenaire national d'Afrobaromètre à Madagascar. Email: desirazaf@yahoo.fr.

Laetitia Razafimamonjy est coordonnatrice de projets du cabinet COEF Ressources à Madagascar.

Patricia Ramanamandimby, Ellora Soulisse, et Sitraka Razanakoto sont consultants du cabinet COEF Ressources à Madagascar.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a reçu le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des États-Unis, de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), du National Endowment for Democracy, et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 286 d'Afrobaromètre | 21 mars 2019